Interview : Geneviève Guilpain, professeure de philosophie et formatrice en IUFM

septembre 2010

Interview de Geneviève Guilpain

Professeure de philosophie

Formatrice à l'IUFM de Créteil

Responsable d'un groupe de travail destiné à produire des outils favorisant l'égalité filles -garçons, à destination des professeur-es des écoles. Projet à l'initiative d'Agnes Fabre, inspectrice chargée de la mission égalité de l'Académie de Créteil.

Interview réalisée le 11 mai 2010

Comment avez-vous été amenée à travailler la question du genre dans l'éducation ?

Ce n'est pas dans le cadre de mes études de philosophie que j'ai pu alimenter ma réflexion ! A titre d'anecdote, j'ai passé deux fois l'oral du CAPES : la première fois en 1986, la commission était composée de 5 hommes, l'année suivante de 4 hommes et d'une femme. Il a fallu attendre 2002 pour que soit révisé le programme de terminale qui n'avait pas été revisité depuis les années 1970 et pour qu'apparaisse dans la liste des auteurs de référence une femme : Hannah Arendt.

La lecture du livre « *L'Etude et le rouet* », un recueil d'articles et de réflexions où son auteure, Michelle Le Doeuff, interroge le statut de la femme philosophe et souligne la misogynie du milieu et de la pensée philosophique a été déterminante pour moi. J'ai commencé à enseigner en essayant de travailler cette problématique, en interpellant mes élèves sur l'invisibilité des femmes, mais sans que ce ne soit la priorité de mes cours pour autant.

Il faut savoir que dans les années 90, la question du genre - autrement dit la réflexion sur les rapports sociaux de sexe - n'était pas abordée dans le secondaire, et encore très peu à l'université. Heureusement en quelques années, l'introduction des études de genre avec les contributions notamment de Michelle Perrot puis de Christine Bard en histoire et de Nicole Mosconi en sciences de l'éducation pour ne citer que quelques noms a bouleversé le paysage universitaire.

Personnellement, ce n'est qu'en 1997 que j'ai découvert le département d'études féminines de Paris 8 (Aujourd'hui le Centre d'Etudes Féminines et d'Etude de genre). Je me suis alors lancée dans un DEA. Mon mémoire portait sur la manière dont le discours féministe peut interroger la philosophie.

Depuis 4 ans, j'enseigne aussi à l'IUFM de l'Académie de Créteil en Philo-psychopédagogie pour les professeur-es du premier degré, maternelle et élémentaire. J'avais envie de transmettre mes convictions pédagogiques tout en sensibilisant les futurs professeur-es à la question du genre. Ce que je n'ai pas caché en présentant ma candidature. Je travaille également à une thèse : « *Le Célibat laïque féminin en France entre le 17ème et le 20ème siècle* ».

Comment travaillez cette question du genre en classe ?

En classe de philosophie, nous avons beaucoup de chance, car nous travaillons sur des concepts et nous restons libres des problématiques à traiter. J'ai notamment abordé la question de genre dans la langue. Comment une langue genrée modèle-t-elle notre vision de la réalité ? Quelles valeurs sont véhiculées par les représentations induites ? A cet égard, le registre des insultes est édifiant ! Autre porte d'entrée : la question du politique qui permet d'interroger pourquoi les femmes ont tant de difficultés d'accéder au pouvoir. Mais il n'y a pas que la philo qui permette d'aborder le genre. L'histoire est très riche d'enseignements. L'ECJS (Education Civique Juridique et Sociale) est une matière dispensée au lycée qui

offre aussi de grandes opportunités parce qu'elle est interdisciplinaire. L'idéal est d'articuler les approches, de travailler la question d'une manière transversale : droit, histoire, culture, langue...

Sans compter le corps. Ainsi il y a quelques années, j'ai fait travailler les élèves d'une classe de Sciences médico-sociales - des classes à 100 % féminines - sur le statut des femmes et les représentations du féminin, et ce fut un fil rouge pour travailler plusieurs notions du programme (histoire, nature/culture, langage, conscience etc). Nous avons aussi travaillé à partir d'une pièce sur Georges Sand, mise en scène par Jeanne Champagne, à la Cartoucherie. Cette dernière est venue interviewer et filmer les élèves, ce fut une expérience très riche. Deux autres enseignantes de sciences médico-sociales et de droit ont apporté des contributions. Preuve qu'une telle sensibilisation est tout à fait possible tout en restant dans le cadre des programmes : de plus les élèves sont demandeurs.

Quels sont, selon vous, les principaux obstacles, à la diffusion des concepts du genre parmi les enseignants ?

La question du genre dans leur formation initiale relève encore de la libre appréciation des formateurs et des IUFM. Sans compter que le nombre d'heures de formation s'est considérablement réduit. En seconde année, les enseignant-es stagiaires disposent certes de 20 heures pour être sensibilisés aux valeurs républicaines - sensibilisation dans laquelle le genre peut parfaitement trouver sa place - mais il faut aussi y traiter la laïcité, l'égalité, le handicap... Or pour ces professeur-es qui n'ont pas été formés aux enjeux sociaux, et historiques d'une sensibilisation précoce des enfants aux rôles sociaux, aux valeurs du féminin et du masculin, le risque est grand de reproduire à leur insu, les stéréotypes, y compris dans l'acte pédagogique. Lorsqu'ils se retrouvent submergés par le travail qu'exige une première expérience de classe, le genre reste une question annexe, pour la plupart d'entre eux.

Par ailleurs, prendre en compte le genre dans sa classe n'est pas seulement une question méthodologique ou d'animation, il s'agit aussi de savoir comment le traiter à partir de sa propre discipline et de son programme. Or à l'exception de l'histoire et de l'EPS (Education physique et sportives) quelle discipline a fait ce travail ? Toutes les didactiques devraient pourtant s'y pencher. En formation continue, cette question est pour l'instant très rarement abordée comme telle...faute de formateurs qui en font une priorité !

Alors que l'égalité filles garçons est affirmée comme une priorité par l'Education nationale, on constate surtout l'absence d'une véritable mise en œuvre institutionnelle. Seule l'orientation professionnelle et les violences - abordées via l'éducation à la sexualité - sont effectivement prises en compte. Résultat : la question du genre relève de la responsabilité de la conseillère d'orientation, de l'assistante sociale ou de l'infirmière, mais le corps enseignant en est déchargé.

Enfin, la plupart des professeur-es continuent de penser que les choses ont vraiment évolué, que l'égalité est pratiquement gagnée, qu'il ne s'agit plus que d'une question de temps.

Ce que vous contestez ?

La mixité a été décrétée sans être réellement pensée et installée. Au collège, on constate de l'agressivité, des violences - qui ne sont d'ailleurs pas le seul fait des garçons - et qui témoignent d'une inquiétude, d'une peur de l'autre sexe liée à un manque cruel de connaissance des jeunes sur la question, mais aussi d'une fragilité croissante sur le plan économique, social et culturel.

Le développement et la banalisation de la pornographie n'arrangent pas les choses. S'il y a en apparence une plus grande tolérance - notamment vis-à-vis de l'homosexualité - elle se double incontestablement d'une montée de l'intolérance. Il devient par exemple de plus en plus difficile pour un ou une jeune de contourner son groupe de pairs, alors même que l'individualisme est exacerbé.

Les échecs de la mixité doivent être posés en relation avec l'échec partiel de la démocratisation de l'école, qui ne remplit pas ses missions d'accès de tous aux mêmes savoirs et aux mêmes valeurs.

Geneviève Guilpain était membre du jury de la conférence de consensus : « *La mixité à l'école, filles et garçons* », organisée par l'IUFM de l'académie de Créteil et l'université Paris 12.

- [Retrouvez les débats de la conférence sur le site de l'IUFM de l'académie de Créteil](#)